

LETTRE OUVERTE À UN AMI

à propos de Juan Antonio Samaranch

Bien que je le connaisse de vue depuis les Jeux de la XIXe Olympiade à Mexico en 1968, c'est curieusement à Lausanne en 1975, où j'étais venu couvrir la 76e Session du CIO comme journaliste, que j'ai parlé pour la première fois avec Juan Antonio Samaranch, en sa qualité de président de la commission de presse du CIO, pour solliciter l'organisation de séminaires pour la presse sportive des pays en développement, afin de promouvoir l'idéal olympique. Après avoir écrit un livre sur l'histoire des Jeux Olympiques en amharique, langue éthiopienne, en 1960, je me suis rendu compte, en tant que l'un des fondateurs et premier secrétaire général de l'Union des journalistes sportifs africains en 1970, qu'il n'y avait pas ou peu de culture olympique dans la presse sportive du continent. Samaranch me promit d'étudier ma proposition et de me tenir informé. Je revins à la charge en 1976 aux Jeux de la XXe Olympiade à Montréal auxquels j'assistais également en ma qualité de secrétaire général du CNO de mon pays. Samaranch n'avait pas trouvé de solution à ma requête, mais il m'invita à Barcelone, sa ville natale, où se tenait en octobre de la même année, la réunion conjointe de la commission exécutive avec les Fédérations Internationales de sports d'été, pour poursuivre notre discussion. Je me rendis donc à Barcelone où je m'entretins avec Samaranch, tout en suivant la réunion susmentionnée où il était question des sanctions contre les CNO qui avaient boycotté les Jeux à Montréal à cause de l'ignoble politique

par Fékrou Kidané



d'apartheid en Afrique du Sud. Il était convaincu que ma requête était légitime, puisqu'elle s'inscrivait dans le cadre de la promotion de l'Olympisme, mais ne pouvait rien faire parce que, à l'époque, le CIO n'avait ni politique de développement bien définie, ni moyens financiers. Mais le fait qu'il se donna la peine de s'intéresser à un projet soumis par un journaliste africain laissait supposer que l'homme avait des objectifs bien précis, et une vision à long terme. Ce n'est qu'en 1978, lors des Illes Jeux Africains à Alger, que je revis Samaranch en compagnie de mon confrère et ami Andrés Merce Varela qui était comme moi correspondant de «*France Football*». Sa présence à Alger m'avait intrigué et je ne pouvais pas ne pas poser, sans ambages, la question de savoir s'il était candidat à la présidence du CIO. Il me répondit, comme à son habitude, qu'il ne savait pas encore. Je me suis renseigné, et j'ai suivi son itinéraire jusqu'à Moscou où, en fin stratège et diplomate confirmé, il sera élu Président du CIO en 1980. Toutefois, c'est sur mon continent, à Lomé, Togo, à l'occasion de la création

de l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA) en 1981, que je rencontre pour la première fois Juan Antonio Samaranch en sa qualité de Président du CIO. C'est dans cette même ville que j'avais interviewé son prédécesseur Lord Killanin, en 1979, pour le mensuel «*Jeux d'Afrique*», créé avec la coopération du quotidien français «*L'Equipe*» et de l'hebdomadaire «*France Football*», et que j'avais passé une soirée agréable avec lui chez mon ami Anani Matthia, président du CNO, co-opté plus tard comme membre du CIO au Togo. Quant à son prédécesseur, Avery Brundage, je l'avais reçu chez nous en Ethiopie en 1965. Samaranch change de ton, de vision, et s'attaque à des sujets que l'on évitait d'aborder jusqu'à son accession à la présidence du CIO. J'étais pour ma part séduit par le langage qu'il tenait, et par ses projets d'avenir, notamment en matière politique et de développement du sport et de l'idéal olympique. J'avais créé, en 1982, un mensuel «*Continental Sports*» et une lettre «*Digest*», en anglais et en français, à Paris, spécialisés dans les affaires olympiques. En même temps je servais comme président de la 'Campagne internationale contre l'apartheid dans le sport' (ICAAS). Mes relations avec le Président Samaranch se sont donc intensifiées, en gardant toutefois mon indépendance de journaliste et d'action. Mes critiques envers le Mouvement olympique étaient toujours de nature constructive et je ne me suis jamais gêné pour défendre mes principes, les intérêts des pays en dévelop-

pement et les enseignements de Pierre de Coubertin. Le Président Samaranch était convaincu du bien-fondé de mes arguments et me tenait en estime. Il me confiera, à son début, le dossier sud-africain et, quelques années plus tard, je lui arrangerai discrètement sa première rencontre avec le président du SANROC (South African Non Racial Olympic Committee) de l'époque, Sam Ramsamy, qui se déroulera en marge de la réunion de la commission

d'action s'il en est, décide de créer une commission «Apartheid et Olympisme», et en confie la présidence au distingué juriste africain, le Juge Kéba Mbaye, qui, en sa qualité d'expert des Nations Unies, avait déjà traité le dossier sud-africain. Samaranch avait toujours dit que le problème sud-africain ne pouvait pas se régler sans les Africains. J'ai moi-même été nommé conseiller spécial et j'ai été chargé par le Président et le Juge Kéba Mbaye d'organiser le pre-

ment, en ma qualité de journaliste, membre de la commission de presse du CIO. Je suis le premier ressortissant des pays en développement à en faire partie. Cependant, j'étais déjà membre de la commission de presse de la FIFA sous la présidence de João Havelange, de 1974 jusqu'en 1998.

Mon premier devoir a été de rappeler au Président Samaranch la demande que j'avais formulée en 1975, pour l'organisation de séminaires en faveur de la presse sportive des pays en développement. Finalement, un budget m'a été alloué en 1989, et je continue d'organiser jusqu'à ce jour, des séminaires à travers le monde. Mieux encore, le CIO a permis, sous un projet que j'ai dénommé «coopération internationale»>, à des journalistes de pays en développement, dont les organes de presse ne pouvaient pas les prendre en charge, de couvrir les Jeux Olympiques pour la première fois. Ayant arrêté la publication de «*Continental Sports*» en 1989, pour cause de trop lourdes charges, je me retrouve consultant international. Le Président Samaranch m'invite à le servir comme conseiller pour les questions des pays en développement, tout en résidant à Paris. Et, de projet en projet, ma mission s'est élargie.

Les dossiers les plus importants qu'il m'avait confiés, concernaient le sport et l'environnement et le Sommet «Planète Terre» à Rio de Janeiro en 1992, et en 1993 le projet de la Trêve Olympique et la proclamation de 1994 comme «Année internationale du sport et de l'idéal olympique» à l'occasion du centenaire du CIO, auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies et la participation des médias, sous le thème 'Le sport et les mass media', au Congrès Olympique du Centenaire, Congrès de l'Unité, à Paris. Finalement, le Président me persuade de m'installer à Lausanne, en 1994, et



Le Président du CIO à la tribune de la 50e session de l'Assemblée générale des Nations Unies le 6 novembre 1995 à New York.

exécutive du CIO, à Stockholm, Suède, en avril 1988. Il me charge par la suite d'organiser une réunion sur le thème 'Olympisme et Apartheid', avec la participation de toutes les organisations sportives africaines, du SANROC, du CIO, de l'ASOIF et de l'ACNO, à Lausanne, en juin 1988. Il me précise que, s'il y a échec, j'en assumerai la responsabilité. La réunion s'étant très bien passée, le Président, homme

mier face à face entre le CNO sud-africain, composé de Blancs, et le SANROC, composé de Noirs. Cette première rencontre secrète eut lieu dans mon quartier parisien de Montparnasse. J'ai été également désigné pour effectuer la première mission en Afrique du Sud afin de préparer la visite de la commission «Olympisme et Apartheid».

Dans la foulée, il me nomme égale-

de travailler à ses côtés en qualité de directeur de son Cabinet et du département de la coopération internationale qu'il venait tout juste de créer et avait placé sous son autorité. J'ai également pris en charge les publications officielles du CIO, notamment la «*Revue Olympique*». Le département a eu pour tâche de développer les projets «Femme et Sport – Environnement (confié à présent à un autre secteur) - Jeunesse – Education – Aide humanitaire – Relations avec les organisations inter gouvernementales, notamment avec le système des Nations Unies, et les non gouvernementales ainsi qu'avec la société civile». Après la célébration du centenaire du CIO en 1994, et les Jeux de la XXV^e Olympiade, Jeux du Centenaire en 1996 à Atlanta, le Président Samaranch estimait, qu'il avait accompli son devoir, et que c'était le moment de partir. Dans son esprit, c'était le dernier mandat qu'il accomplissait. Il m'avait même dit, de terminer son dernier mandat avec lui, quand il m'avait demandé de venir le rejoindre à Lausanne en 1994. C'est la pression de ses collègues et amis qui l'a fait changer d'avis, et accepter un dernier mandat, qui s'achèvera le 16 juillet 2001, le même jour et dans la même ville de Moscou où, en 1980 il accéda à la présidence du CIO.

En recrutant, pour la première fois dans l'histoire du CIO, un Noir, ressortissant du continent africain, pour un poste-clé de responsabilité et de confiance, il a introduit le système de distribution géographique qui fait cruellement défaut dans le Mouvement olympique. Le Président Samaranch juge les gens sur leur capacité de travail et leur efficacité, et non pas, comme les racistes et les cyniques, sur la couleur de leur peau. Espérons que, son exemple et celui du système des Nations Unies seront suivis, pour appliquer cette distribution

géographique, dans les secrétariats du sport mondial, en recrutant des ressortissants d'Afrique, des Amériques, d'Asie et d'Océanie à des postes de direction, et dans la désignation des experts, toutes professions confondues au même titre que certains pays d'Europe. On devrait donner un sens au mot universalité à tous les niveaux par le respect de l'équité et de la justice, et éliminer le copinage, les conflits d'intérêt, la formation de clans et le

jours attentif aux problèmes géopolitiques. Les boycotts successifs qu'il a vécu, et le chambardement politique qui s'en est suivi dans le monde, l'obligent à suivre constamment l'actualité. C'est un lecteur assidu des revues de presse quotidiennes et de toutes sortes de publications politiques, économiques et sportives, en plusieurs langues. Chaque jour, de cent à deux cents pages de dépêches d'agences et de coupures de presse, passent entre ses mains.



Le Président Samaranch et le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan.

favoritisme, et la discrimination raciale comme l'exige la Charte Olympique. Le récit de mon expérience, au sein du secrétariat du CIO, et dans le Mouvement olympique, je le réserve pour mes mémoires.

Après avoir favorisé la co-optation de plusieurs membres du CIO de différents continents, et la reconnaissance de plusieurs CNO, suivie d'une visite d'étude sur le terrain, Samaranch restera tou-

Hélas, la presse des temps modernes, avide de nouvelles sensationnelles et de règlements de compte, a été, sans pour autant généraliser, agressive contre lui. Les attaques qu'il a subi ne relèvent même pas de la ligne politique de l'organe de presse, mais plutôt de certains journalistes, qui cherchaient à se distinguer, au travers de leurs écrits acerbes, souvent mensongers et sans fondement. Certains reprennent implici-

tement le même refrain dans l'espoir de nuire, à chaque fois qu'ils écrivent sur sa personne. Il apprécie cependant les articles de fond, les analyses, les débats d'idées et les reportages de grande qualité. Samaranch se soucie du sort des pays confrontés à des conflits armés, ou à des catastrophes naturelles, et ne manque jamais de faire un geste humain et symbolique, hautement apprécié.

Lors de ses rencontres avec des personnalités politiques, les membres du CIO et les dirigeants des CNO, il s'in-

à la réconciliation, alors que d'autres continuent à ricaner. C'est ainsi qu'il a déployé des efforts pour faire passer son message, dénué de toute ingérence à caractère politique, auprès des chefs d'Etat et de gouvernement, et des représentants des différentes communautés impliquées dans la guerre des Balkans. Tout le monde lui avait conseillé de ne pas se rendre à Sarajevo pendant la guerre en 1994, voyage dont j'étais chargé de l'organisation avec l'aide des Nations Unies. La délégation s'y est finalement rendue,

ter sur le soutien des secrétaires généraux des Nations Unies, Boutros Boutros Ghali et Kofi Annan. La résolution sur la Trêve Olympique, en 1999, a compté 180 Etats membres comme co-auteurs sur 188, un record absolu à l'Assemblée générale des Nations Unies. Tout en n'étant pas co-auteurs pour des questions techniques, les huit pays restants sont aussi partie prenante de la résolution, ce qui en fait une adoption à l'unanimité.

Mais le résultat le plus significatif, qui a rehaussé le prestige du Mouvement olympique dans son ensemble, a été obtenu, après bien des années d'effort, lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies, à New York, en septembre dernier. Le Sommet, qui a enregistré la participation de plus de 160 chefs d'Etat et de gouvernement, a inclus spécialement dans sa déclaration finale (sous un point à part), le paragraphe suivant : «*Nous demandons instamment à tous les Etats Membres d'observer la Trêve Olympique, individuellement et collectivement, dans le présent et à l'avenir, et de soutenir les efforts que le Comité International Olympique déploie pour promouvoir la paix et la compréhension entre les hommes par le sport et l'idéal olympique*».

C'est la reconnaissance la plus concrète, la plus remarquable, et la plus solennelle du monde politique envers le Mouvement olympique. Cette citation, du nom d'une seule organisation non gouvernementale, dans la déclaration par la plus haute instance politique, regroupant tous les Etats membres des Nations Unies, est la reconnaissance de facto, non seulement du CIO et des Fédérations Internationales, mais également des Comités Nationaux Olympiques dans leurs pays respectifs. Le Président Samaranch ne peut qu'être fier, de ces accomplissements



Samaranch et Nelson Mandela, lors d'une conférence de presse au siège du CIO le 25 mai 1992.

forme de la situation qui prévaut dans leurs pays respectifs et partage leurs bonheurs, malheurs, inquiétudes et espoirs. Il est conscient que la majorité des pays affiliés au Mouvement olympique nécessitent une attention particulière en raison de problèmes économiques et de pauvreté, et il s'emploie à rester à leur écoute. Samaranch est un homme convaincu que le sport peut véritablement servir comme instrument à la promotion de la paix, du dialogue et

sous la protection des casques bleus des Nations Unies, et le geste de solidarité du Mouvement olympique fut apprécié à sa juste valeur, par le peuple de Bosnie-Herzégovine.

Samaranch sera aussi l'unique dirigeant d'une organisation non gouvernementale, ne bénéficiant d'aucun statut auprès du système des Nations Unies, à prononcer un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU en 1995. Le CIO a tout le temps pu comp-

au niveau politique mondial que la création de la Fondation Internationale pour la Trêve Olympique a fortifiés.

La crise, connue sous le nom de Salt Lake City, dont on a fait une montagne, a certes servi à un changement de comportement, à faire des réformes, et à tracer une ligne de conduite. Mais cette campagne avait aussi comme objectif de forcer Samaranch à partir. Des coups fomentés dans certains milieux, qui avaient des intérêts divers à défendre, auront échoué. Le vote de confiance que le Président sollicita, et obtint de la Session du CIO, aura mis fin aux agissements des opportunistes. L'histoire sera certainement contée un jour.

Samaranch a tenu bon, en conciliant les stratégies des uns et des autres. Il a réussi ses réformes, et laisse à son successeur le soin de les peaufiner, les ajuster, les améliorer, les modifier, et d'y apporter les changements qui lui sembleront nécessaires.

Depuis l'époque de Coubertin, le CIO a subi, et subira dans l'avenir, des modifications de tout genre pour s'adapter aux conditions et aux normes du temps, sans renier le passé, en conservant ses traditions et ses enseignements philosophiques. Samaranch a pratiquement tout fait, et tout le monde le reconnaît, ses ennemis inclus, comme le maître d'oeuvre de la rénovation et de la modernisation du Mouvement olympique durant les deux dernières décennies du XXe siècle.

Le Président du CIO, qui, à fin mai 2001, a rendu visite à 195 Comités Nationaux Olympiques, est le seul à connaître et à entretenir des relations suivies avec tous les membres du CIO, les présidents et les secrétaires généraux des Fédérations Internationales, des Comités Nationaux Olympiques et des organisations reconnues. Il trouvera chaque

fois le temps nécessaire, quelles que soient les circonstances, pour recevoir tous ceux qui souhaitent le rencontrer. Chez Samaranch il n'y a pas de classe sociale ni d'arrogance. C'est un homme très simple qui se fait plaisir à rendre service. Le pauvre comme le riche reçoit le même respect de dirigeant olympique. Annie Inchauspé, sa fidèle, dévouée, tolérante, généreuse, et compétente assistante personnelle, veille, même s'il faut constamment changer l'agenda présidentiel, à ce que chaque demande de rendez-vous

mot de félicitations, d'encouragement, de bon rétablissement ou de condoléances

Pour le témoin et le collaborateur que je suis, sa grande qualité, à part son humanisme, réside dans sa volonté de reconnaître et d'apprécier le travail accompli par autrui. Il ne perd jamais l'occasion de remercier, et de féliciter, celles et ceux, à qui il a confié des tâches et des missions, et le personnel dont il a la charge. Il donne même, indirectement, des leçons d'humilité et d'honnêteté intellectuelle, en recon-



(de g. à d.) Le Président du CIO, en compagnie de Fernando Henrique Cardoso, Président de la République du Brésil, de la légende du football, Pelé et de Carlos Arthur Nuzman, membre du CIO.

soit honorée, pour les courtisans et les casse-pieds inclus.

Il est vrai que certains ont abusé de sa gentillesse et de sa générosité, et trompé sa bonne foi, et faillirent lui créer des problèmes inattendus, en cherchant tout simplement à rendre service. Mais rien ne l'a empêché de continuer à être utile, à ceux et celles qui faisaient appel à son aide, son soutien ou son intervention. Il est le premier à faire le geste d'amitié, en envoyant un petit

naissant ses propres erreurs d'appréciation sur certains dossiers et cas personnels

Le Président Samaranch fait confiance à tous ses collaborateurs, et leur délègue le pouvoir de prendre des initiatives et des décisions. Un patron qui vous dit «*c'est à vous de prendre la décision*», c'est rare. Au besoin, il annotera sur le document «*Parler avec moi*», précédé d'initiales qu'il a inventées lui-même, les miennes étant «*KID*».

Libre opinion

N'étant ni un béni-oui-oui, ni un carriériste, je ne me suis jamais gêné pour dire au Président, tant oralement que par écrit, ce que je pense de tel ou tel sujet, et pour lui fournir des éléments d'appréciation. Pour moi, c'est une question de conscience professionnelle que j'ai appliquée partout où j'ai travaillé. Jamais de compromis avec ma dignité, la seule richesse que je possède. Il y a certes des divergences, comme il y a des convergences, et le Président le sait parfaitement bien. Homme de dialogue, il discute et consulte. Il respecte les avis des uns et des autres, et prend la décision qui lui semble appropriée.

Il n'aime pas cependant les problèmes, et conseille de les éviter. Si problèmes il y a, il y a forcément solutions, à la recherche desquelles il fait participer les parties concernées. Comme tout un chacun, il a sa propre façon de travailler

et des méthodes qui lui sont propres. Commencer par exemple, lors d'un vote par «*qui sont contre*» au lieu de «*qui sont pour*». Mais, il s'implique personnellement dans la réalisation de tous les projets par ses conseils et ses directives.

Au moment où s'achève son dernier mandat, je tiens à lui exprimer ma gratitude, pour m'avoir fait confiance, et m'avoir permis de servir le Mouvement olympique, en occupant un poste stratégique. L'expérience valait bien les sacrifices que j'ai du consentir et j'ai connu la satisfaction morale d'avoir pu réaliser plusieurs projets et d'avoir aidé autrui. Le contrat moral qui me lie au Président Samaranch, et que j'ai accompli par respect pour sa personne, touchera à sa fin le 20 juillet prochain, d'où ma demande de quitter le CIO en même temps que lui, ce qui m'a été refusé.

L'obligation morale me force à me tenir encore en place, quelques mois, afin d'assister son successeur pour assumer la présidence dans les meilleures conditions.

Mes relations avec, je présume, le futur Président d'honneur à vie du CIO, seront d'une autre nature, celle de militants qui partagent en commun l'idéal olympique.

À la différence près, que le Président Samaranch dispose du «*droit d'aînesse*», que lui accorde la tradition et la culture de mon pays, je me dois, avec respect et plaisir, de lui apporter mon concours, personnel et volontaire, si besoin est, dans l'avenir.

C'est la forme la plus humaine, et la plus humble, que j'ai trouvée, pour exprimer ma reconnaissance, envers ce grand dirigeant et rénovateur doué du Mouvement que je fréquente depuis les années cinquante.



Rencontre du Président Samaranch et de Boutros Boutros-Ghali, alors Secrétaire général des Nations Unies, en février 1993 à New York.